

Vu l'urgence motivée par le fait que l'octroi de subventions aux instituts et projets éventuels doit encore être imputé aux crédits 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 23 mars 1999, par application de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 décembre 1998 portant le fonctionnement de la commission consultative en matière de financement de projets et d'instituts dans le cadre de l'enseignement supérieur artistique, les modifications suivantes sont apportées :

1° La première phrase est remplacée par ce qui suit : "Les demandes de financement d'instituts et de projets dans le cadre de l'enseignement supérieur artistique sont introduites par lettre recommandée auprès de la commission avant le 31 octobre de l'année précédant l'année à laquelle se rapporte le financement demandé".

2° Il est ajouté une troisième phrase, rédigée comme suit : "A titre de mesure transitoire, la date limite de dépôt des demandes est fixée au 20 avril en 1999".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 13 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1704

[C - 99/27444]

#### 6 MAI 1999. — Décret portant modification du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Les articles 21 à 41 du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, y inséré par le décret du 7 décembre 1989, sont remplacés par les dispositions du présent décret libellées comme suit :

« Art. 21. § 1<sup>er</sup>. La Société régionale d'Investissement de Wallonie, ci-après désignée par le sigle « S.R.I.W. » est une société anonyme ayant pour missions la participation en capital, la prise d'intérêts ou la participation à la gestion des sociétés commerciales ou à forme commerciale, industrielles, financières, immobilières ou de services, tant en Belgique qu'à l'étranger, dans l'objectif de favoriser le développement économique de la Région.

§ 2. Dans la réalisation de ses missions, la S.R.I.W. mène des actions spécifiques dans des secteurs prioritaires pour le développement économique de la Région, à savoir les secteurs traditionnels ainsi que les secteurs en croissance, les secteurs de pointe ou orientés vers le développement des technologies nouvelles appliquées ou non aux secteurs traditionnels, les secteurs valorisant les ressources naturelles.

En outre, dans l'ensemble de ses interventions, la S.R.I.W. veille, par application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale, à dégager une rentabilité globale.

Art. 22. § 1<sup>er</sup>. En vue de favoriser le développement économique de la Région, le Gouvernement peut créer, seul ou avec d'autres personnes de droit public ou privé, en vue d'organiser les synergies nécessaires, des sociétés spécialisées, ci-après dénommées « sociétés spécialisées », dont la Région détient la majorité des titres représentatifs du capital. La création d'une société spécialisée fait l'objet d'une information du Conseil régional wallon de la part du Gouvernement.

La Région peut également détenir des titres représentatifs du capital des sociétés spécialisées par la voie d'une mission déléguée à une société spécialisée. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la Région détient la totalité des titres représentatifs du capital de la S.A. « Société pour la gestion de participations de la Région dans des sociétés commerciales », et de la S.A. « Société wallonne pour la sidérurgie ».

Toutefois, la SWS et la SOWAGEP peuvent s'associer sous toutes formes selon des modalités acceptées par le Gouvernement.

L'objet social des sociétés spécialisées est de réaliser les missions qui leur sont déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique économique de la Région, ainsi que des missions pour compte propre dans le domaine sidérurgique aux conditions déterminées par le Gouvernement.

§ 2. La S.A. « Société pour la gestion de participations de la Région dans des sociétés commerciales », la S.A. « Société wallonne pour la sidérurgie », ainsi que la « Société publique d'aide à la qualité de l'environnement » sont transformées en sociétés spécialisées.

§ 3. La S.R.I.W., après accord du Gouvernement, peut créer des filiales spécialisées, ci-après dénommées « filiales spécialisées », dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité des titres représentatifs du capital.

La Région est autorisée à détenir directement des titres représentatifs du capital des filiales spécialisées.

Les filiales spécialisées ont pour mission de réaliser l'objet social défini par leurs statuts. L'objet social peut comprendre les missions qui leur sont déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique économique de la Région.

Art. 23. Les filiales spécialisées et les sociétés spécialisées sont des sociétés d'intérêt public constituées sous la forme de société anonyme. Pour tout ce qui n'est pas réglé par ou en vertu du présent décret ou par leurs statuts, les règles relatives aux sociétés commerciales leur sont applicables et leurs actes sont réputés commerciaux.

Art. 24. Les titres représentatifs du capital de la S.R.I.W., de ses filiales spécialisées et des sociétés spécialisées sont nominatifs.

Art. 25. Les statuts de la S.R.I.W., de ses filiales spécialisées et des sociétés spécialisées, ainsi que toutes modifications à ces statuts sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Après approbation du Gouvernement, ces modifications de statuts sont envoyées au Conseil régional pour information.

Ces statuts prévoient que la gestion journalière est exercée par un comité de direction dont ils précisent la composition, le mode de désignation et les pouvoirs d'action et de représentation.

Art. 26. La Région et les institutions financières, moyennant l'accord du Gouvernement, peuvent seules être actionnaires de la S.R.I.W.

La Région détient au moins 98,5 % des titres représentatifs du capital de la S.R.I.W.

Art. 27. § 1<sup>er</sup>. Pour accomplir les missions décrites aux articles 21 et 22, la S.R.I.W., ses filiales spécialisées et les sociétés spécialisées peuvent notamment:

- 1° faire partie de toute association, groupe ou syndicat, ou y prendre des intérêts;
- 2° acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de fusion, de cession, de souscription de parts lors d'une augmentation de capital ou par tous autres moyens;
- 3° souscrire des emprunts obligataires, octroyer des prêts;
- 4° prendre toutes garanties et sûretés personnelles ou réelles et notamment le gage sur fonds de commerce;
- 5° d'une manière générale, faire toute opération se rapportant directement ou indirectement à leurs missions ou de nature à en favoriser la réalisation.

§ 2. La S.R.I.W., ses filiales spécialisées et les sociétés spécialisées veillent à conclure des conventions avec les parties concernées en vue de participer à la gestion industrielle, financière et commerciale des entreprises à la création desquelles elles ont contribué ou dans lesquelles elles ont des intérêts.

§ 3. La S.R.I.W., ses filiales spécialisées et les sociétés spécialisées peuvent recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de leur objet.

Art. 28. Lorsqu'il met en œuvre des missions déléguées visées à l'article 22, le conseil d'administration de la filiale spécialisée ou de la société spécialisée concernée exécute strictement et fidèlement les missions confiées par décret ou par arrêté du Gouvernement, conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

La Région procure aux filiales spécialisées et aux sociétés spécialisées les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ces missions. Les opérations effectuées par les filiales et les sociétés spécialisées dans le cadre de ces missions sont présentées de façon distincte dans leurs comptes.

Art. 29. § 1<sup>er</sup>. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels de la S.R.I.W., de ses filiales spécialisées et des sociétés spécialisées, est confié à un ou plusieurs commissaires-reviseurs nommés par l'assemblée générale conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pour les missions déléguées visées à l'article 22, l'Inspection des Finances est associée en tant qu'observateur extérieur à ce contrôle. Elle informe le Gouvernement de l'évolution et des résultats du contrôle et le conseille sur toutes questions en rapport avec ce contrôle.

§ 2. Le contrôle de l'exécution des missions déléguées définies à l'article 22 s'effectue par deux commissaires que le Gouvernement désigne et qu'il peut révoquer.

Ces commissaires veillent à ce que les mesures prises dans le cadre des missions déléguées ne violent pas les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou les clauses contractuelles relatives aux missions déléguées.

Ils ont le droit de prendre connaissance de toutes les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et, le cas échéant, de l'organe chargé de la gestion journalière, de procéder à toutes les vérifications nécessaires et de se faire produire tous les renseignements et documents utiles à cet effet.

Ils ont le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration qui concernent l'exécution des missions déléguées.

Les commissaires du Gouvernement suspendent et dénoncent conjointement au Gouvernement toute décision du conseil d'administration méconnaissant les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou les clauses contractuelles relatives aux missions déléguées. A cet effet, ils disposent d'un délai de quatre jours francs; ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement n'a pas statué dans les huit jours de la suspension, la décision peut être exécutée.

La rémunération des commissaires du Gouvernement est fixée par le Gouvernement et payée par la société.

Art. 30. La S.R.I.W., ses filiales spécialisées et les sociétés spécialisées peuvent contracter des emprunts; le Gouvernement peut accorder la garantie de la Région à ces emprunts aux conditions qu'il détermine.

Elles peuvent aussi émettre dans le public des emprunts obligataires non convertibles. Les émissions dans le public sont subordonnées à l'autorisation du Gouvernement qui en approuve les conditions et peut y accorder la garantie de la Région aux conditions qu'il détermine.

Les décaissements que la Région serait obligée de faire en vertu de sa garantie lui sont remboursés en principal, majorés des intérêts au même taux que celui des emprunts garantis. Les remboursements dus par la S.R.I.W., ses filiales spécialisées ou les sociétés spécialisées sont faits par voie de prélèvements sur le bénéfice de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

Art. 31. § 1<sup>er</sup>. La Région, la S.R.I.W., ses filiales spécialisées et les sociétés spécialisées peuvent, chacune pour ce qui la concerne, constituer seule une société anonyme et souscrire en qualité de fondateur la totalité des actions de cette société. Par dérogation à l'article 104bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, elles peuvent, dans les mêmes cas, par voie de souscription ou d'acquisition, détenir la totalité des actions d'une société anonyme existante pendant un délai supérieur à un an sans être réputées cautions solidaires de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les actions entre leurs mains.

La Région, la S.R.I.W., ses filiales spécialisées et les sociétés spécialisées qui sont le seul actionnaire des sociétés visées à l'alinéa précédent gardent le bénéfice de la séparation des patrimoines.

§ 2. Aussi longtemps que la S.R.I.W., sa filiale spécialisée ou la société spécialisée en est le seul actionnaire :

1° les parts de la société sont nominatives;

2° le conseil d'administration de la S.R.I.W., de la filiale spécialisée ou de la société spécialisée concernée exerce les attributions de l'assemblée générale de la société; les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux quorums de présence et de vote des assemblées s'appliquent aux délibérations du conseil en ces matières;

3° les convocations, documents et rapports qui, en vertu des dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont destinés aux actionnaires en vue des délibérations de l'assemblée générale, sont, dans les délais fixés par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour leur envoi, leur communication ou leur dépôt, transmis simultanément au Gouvernement et au conseil d'administration.

Les résolutions du conseil d'administration en vertu du 2° du présent paragraphe font l'objet des mêmes transmissions et dépôts.

Art. 32. Un comité d'orientation est institué auprès du conseil d'administration de la S.R.I.W. et des sociétés spécialisées visées à l'article 22, § 2.

Il émet un avis sur tout projet ayant des implications en terme de politique de l'emploi et notamment sur les projets de création de filiales et de prise de participation. Il peut également émettre d'initiative un avis sur toute matière concernant la politique générale de chacune des sociétés concernées et, particulièrement, en vue de favoriser la création d'emplois.

Il est composé des membres des comités de direction de chacune des sociétés concernées et des représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique et social de la Région.

Lorsqu'il s'agit d'envisager le développement de nouvelles filiales, ce comité s'ouvre à une concertation la plus large possible avec les représentants du secteur concerné.

Art. 33. L'application de l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne peut avoir pour effet de réduire le droit de vote attaché aux actions représentatives du capital de sociétés participées, détenues par les filiales spécialisées et les sociétés spécialisées en vertu de l'article 27 ni le droit de vote attaché aux actions représentatives du capital de la S.R.I.W., de ses filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées.

Art. 34. Pendant toute la période durant laquelle elles détiennent une participation de 25 % ou plus dans une société, la S.R.I.W., ses filiales spécialisées ou les sociétés spécialisées peuvent exiger tout renseignement de cette société. Elles prennent connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux, et généralement de toutes les écritures de cette société.

Art. 35. Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par décret et hors les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, le président, les vice-présidents, les administrateurs, les commissaires-reviseurs, les commissaires du Gouvernement, les membres du comité d'orientation ainsi que le personnel de la S.R.I.W., de ses filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées ne peuvent se livrer à aucune divulgation des renseignements ou des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui contreviennent aux dispositions de l'article 34, ceux qui refusent de donner les renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu de cet article, ceux qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets ou ceux qui ne respectent pas les engagements contractés à l'égard de la S.R.I.W., des filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées.

§ 2. Toute infraction à l'article 35 est punie d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois ou d'une amende de 100 francs à 500 francs.

Art. 37. L'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines a qualité pour conférer l'authenticité à tout acte relatif à l'organisation ainsi qu'à l'administration interne de la S.R.I.W., de ses filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées.

Art. 38. Ne peuvent remplir la fonction d'administrateur de la S.R.I.W., des filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées les personnes qui exercent une fonction rendue incompatible par les statuts de ces sociétés ou par un arrêté du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe en outre les conditions de l'exercice de la fonction d'administrateur de la S.R.I.W., des filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées.

Art. 39. La dissolution avec liquidation de la S.R.I.W., des filiales spécialisées ou des sociétés spécialisées ne peut être prononcée que par un décret qui réglera le mode et les conditions de la liquidation.

Art. 40. Le lien entre la S.R.I.W., les filiales spécialisées et les sociétés spécialisées, d'une part, et les membres de leur personnel, d'autre part, est de nature contractuelle.

Art. 41. Chaque année, la S.R.I.W., les filiales spécialisées et les sociétés spécialisées remettent au Gouvernement un rapport sur les opérations réalisées.

Le Gouvernement peut en outre interroger la S.R.I.W., les filiales spécialisées et les sociétés spécialisées à tout moment sur leurs missions et leurs stratégies.

Chaque année, le Gouvernement transmet au Conseil régional wallon un rapport sur l'application du présent chapitre. ».

Art. 42. Le présent décret entre en vigueur le 6 mai 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche,  
du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents du Conseil* 500 (1998-1999) n<sup>os</sup> 1 à 8.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 28 avril 1999.

*Discussion.* — *Vote.*

—  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1704

[C - 99/27444]

**6. MAI 1999 — Dekret zur Abänderung des Kapitels V des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

**Einzigster Artikel** - Die Artikel 21 bis 41 des Kapitels V des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften, eingefügt durch das Dekret vom 7. Dezember 1989, werden durch die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ersetzt, die wie folgt lauten:

«Art. 21 - § 1. Die „Société Régionale d'Investissement de Wallonie» (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie), weiter unten unter der Abkürzung «S.R.I.W.» bezeichnet, ist eine Aktiengesellschaft, die als Aufgaben die Kapitalbeteiligung, die Übernahme von Anteilen oder die Beteiligung an der Verwaltung von Handelsgesellschaften oder von in der Form einer Handelsgesellschaft aufgebauten Gesellschaften, von industriellen, finanziellen, Immobilien- oder Dienstleistungsgesellschaften hat, dies sowohl in Belgien als auch im Ausland, um die wirtschaftliche Entwicklung der Region zu fördern.

§ 2. Bei der Durchführung ihrer Aufgaben führt die S.R.I.W. spezifische Aktionen in für die wirtschaftliche Entwicklung der Region vorrangigen Wirtschaftsbereichen, nämlich in den herkömmlichen sowie in den Wachstumsbereichen, in den Bereichen der Spitzentechnologie oder in den mit der Entwicklung der neuen Technologien, mit oder ohne Anwendung auf die herkömmlichen Bereiche, verbundenen Bereichen, in den Bereichen, die die Naturschätze verwerten.

Außerdem sorgt die S.R.I.W. in allen ihren Handlungen durch die Anwendung der Regeln für eine gute industrielle, finanzielle und kommerzielle Verwaltung dafür, dass eine gesamte Wirtschaftlichkeit erreicht wird.

Art. 22 - § 1. Um die wirtschaftliche Entwicklung der Region zu fördern, kann die Regierung, alleine oder mit anderen Personen öffentlichen oder privaten Rechts spezialisierte, weiter unten «spezialisierte Gesellschaften» genannte Gesellschaften schaffen, in denen die Region die Mehrheit der Stammkapitalaktien hält, im Hinblick auf das Organisieren der notwendigen Synergien. Die Schaffung einer spezialisierten Gesellschaft ist Gegenstand einer Information des Wallonischen Regionalrates seitens der Regierung.

Die Region kann ebenfalls Stammkapitalaktien von spezialisierten Gesellschaften mittels einer an eine spezialisierte Gesellschaft übertragenen Aufgabe halten. In Abweichung von Absatz 1 hält die Region die Gesamtheit der Stammkapitalaktien der AG «Société pour la gestion de participations de la Région dans des sociétés commerciales» und der AG «Société wallonne pour la sidérurgie».

Die SWS und die SOWAGEP können sich aber in allen Formen gemäß durch die Regierung angenommenen Modalitäten zusammenschließen.

Der Gesellschaftszweck der spezialisierten Gesellschaften besteht darin, die ihnen durch Dekret oder Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben zu erfüllen, um sich somit an der Verwirklichung der Wirtschaftspolitik der Region zu beteiligen, sowie Aufgaben für ihre eigene Rechnung im Bereich der Eisen- und Stahlindustrie gemäß den durch die Regierung festgesetzten Bedingungen zu erfüllen.

§ 2. Die AG «Société pour la gestion de participations de la Région dans des sociétés commerciales», die AG «Société wallonne pour la sidérurgie» sowie die «Société publique d'aide à la qualité de l'environnement» werden alle in spezialisierte Gesellschaft umgewandelt.

§ 3. Die S.R.I.W. kann, nachdem sie die Zustimmung der Regierung erhalten hat, spezialisierte weiter unten «spezialisierte Tochtergesellschaften» genannte Tochtergesellschaften, in denen sie auf direkte oder indirekte Weise die Mehrheit der Stammkapitalaktien hält.

Die Region darf Stammkapitalaktien der spezialisierten Tochtergesellschaften direkt halten.

Die spezialisierten Tochtergesellschaften haben als Aufgabe den in ihren Satzungen bestimmten Gesellschaftszweck zu verwirklichen.

Der Gesellschaftszweck kann die Aufgaben enthalten, die ihnen durch Dekret oder Erlass der Regierung übertragen werden, um sich somit an der Verwirklichung der Wirtschaftspolitik der Region zu beteiligen.

Art. 23 - Die spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften sind Gesellschaften öffentlichen Interesses, die in der Form einer Aktiengesellschaft geschaffen werden. Für alles, was nicht durch das bzw. gemäß dem vorliegenden Dekret oder in den Satzungen geregelt ist, sind die für die Handelsgesellschaften üblichen Regeln auch für sie anwendbar, und gelten ihre Handlungen als Handelsgeschäfte.

Art. 24 - Die Stammkapitalaktien der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften und der spezialisierten Gesellschaften sind Namensaktien.

Art. 25 - Die Satzungen der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften und der spezialisierten Gesellschaften sowie jede Abänderung dieser Satzungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Nach der Genehmigung durch die Regierung werden diese Satzungen dem Regionalrat zur Information zugeschickt.

Diese Satzungen sehen vor, dass die tägliche Führung durch einen Direktionsausschuss ausgeübt wird, dessen Zusammensetzung, Auswahlverfahren und Handlungs- und Vertretungsbefugnisse sie bestimmen.

Art. 26 - Nur die Region und die Finanzinstitute dürfen vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung Aktionäre der S.R.I.W. sein.

Die Region hält mindestens 98,5 % der Stammkapitalaktien der S.R.I.W.

Art. 27 - Zur Erfüllung der in den Artikeln 21 und 22 beschriebenen Aufgaben können die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften insbesondere:

- 1° jeglicher Vereinigung, Gruppe oder Gewerkschaft angehören oder Anteile bei ihnen erwerben;
- 2° eine Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft erwerben durch Einlage, Fusion, Übergabe, durch Zeichnung von Anteilen bei einer Kapitalerhöhung oder durch alle anderen Mittel;
- 3° Obligationsanleihen zeichnen, Darlehen gewähren;
- 4° sämtliche persönliche oder sachliche Sicherheiten und Bürgschaften fordern und insbesondere das Geschäftsvermögen als Pfand verlangen;
- 5° im Allgemeinen jedes Geschäft tätigen, das direkt oder indirekt ihre Aufgaben betrifft oder deren Erfüllung fördern kann.

§ 2. Die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften sorgen für den Abschluss von Vereinbarungen mit den betroffenen Parteien um sich an der industriellen, finanziellen und geschäftlichen Führung der Betriebe, zu deren Gründung sie beigetragen oder bei denen sie Anteile haben, zu beteiligen.

§ 3. Die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften können die Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen und sie mit jeder Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nützlich ist.

Art. 28 - Bei der Ausführung von in Artikel 22 erwähnten übertragenen Aufgaben führt der Verwaltungsrat der betroffenen spezialisierten Tochtergesellschaft oder spezialisierten Gesellschaft genau und getreu die durch das Dekret oder den Erlass der Regierung gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten übertragenen Aufgaben aus.

Die Region verschafft den spezialisierten Tochtergesellschaften und den spezialisierten Gesellschaften die finanziellen Mittel, die für Erfüllung dieser Aufgaben nötig sind. Die Geschäfte, die die spezialisierten Tochtergesellschaften und die Gesellschaften im Rahmen dieser Aufgaben tätigen, werden in ihren Rechnungen getrennt aufgeführt.

Art. 29 - Die Kontrolle der finanziellen Lage, der Jahresrechnungen und der Ordnungsmäßigkeit der in den Jahresrechnungen der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften und der spezialisierten Gesellschaften aufgeführten Geschäfte wird einem oder mehreren Kommissar-Revisoren übertragen, die durch die Generalversammlung gemäß den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften ernannt werden.

Was die in Artikel 22 erwähnten übertragenen Aufgaben betrifft wird die Finanzinspektion als außenstehender Beobachter an dieser Kontrolle beteiligt. Sie informiert die Regierung über das Fortschreiten und die Ergebnisse der Kontrolle und berät sie bezüglich aller mit dieser Kontrolle verbundenen Fragen.

§ 2. Die Kontrolle der Ausführung der in Artikel 22 bestimmten übertragenen Aufgaben wird durch zwei Kommissare vorgenommen, die die Regierung ernannt und die sie absetzen kann.

Diese Kommissare sorgen dafür, dass die im Rahmen der übertragenen Aufgaben ergriffenen Maßnahmen die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Satzungen oder Vertragsklauseln bezüglich der übertragenen Aufgaben nicht verletzen.

Sie haben das Recht von jedem Beschluss der Generalversammlung, des Verwaltungsrates und gegebenenfalls des mit der täglichen Führung beauftragten Organs Kenntnis zu nehmen, jede notwendige Überprüfung vorzunehmen und sich alle zu diesem Zweck nötigen Auskünfte und Dokumente geben zu lassen.

Sie haben das Recht den Versammlungen des Verwaltungsrates, die die Ausführung der übertragenen Aufgaben betreffen, mit beratender Stimme beizuwohnen.

Jeglicher Beschluss des Verwaltungsrates, der die Gesetze, die Dekrete, die Erlasse, die Satzungen oder die Vertragsklauseln bezüglich der übertragenen Aufgaben nicht beachtet, wird durch die Kommissare der Regierung aufgehoben und zugleich der Regierung mitgeteilt.

Zu diesem Zwecke verfügen letztere über ein Frist von vollen vier Tagen; diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während welcher der Beschluss gefasst worden ist, sofern die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß geladen worden sind und – im gegenteiligen Fall – ab dem Tag, an dem sie darüber informiert worden sind.

Falls die Regierung innerhalb von acht Tagen nach der Aufhebung nicht entschieden hat, kann der Beschluss ausgeführt werden.

Die Vergütung der Kommissare der Regierung wird durch die Regierung festgesetzt und durch die Gesellschaft gezahlt.

Art. 30 - Die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften können Anleihen aufnehmen; die Regierung kann zu durch sie bestimmten Bedingungen diesen Anleihen die Garantie der Region gewähren.

Sie können auch unkonvertierbare Obligationsanleihen in der Öffentlichkeit ausgeben. Solche Ausgaben unterliegen der Zustimmung der Regierung, die die Bedingungen dieser Ausgabe genehmigt und unter den von ihr bestimmten Bedingungen die Garantie der Region für die Anleihe gewähren kann.

Die Auszahlungen, die die Region aufgrund ihrer Garantieleistung tätigen müßte, werden ihr als Kapital zurückerstattet, erhöht um die Zinsen zum gleichen Zinssatz wie demjenigen der garantierten Anleihe.

Die Rückzahlungen der von der S.R.I.W., ihren spezialisierten Tochtergesellschaften und den spezialisierten Gesellschaften geschuldeten Beträge erfolgen durch Abzüge vom Gewinn des folgenden Geschäftsjahres und gegebenenfalls vom Gewinn der darauffolgenden Geschäftsjahre.

Art. 31 - § 1. Die Region, die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften können auf eigenständige Weise eine Aktiengesellschaft alleine gründen und als Gründer die Gesamtheit der Aktien dieser Gesellschaft zeichnen. In Abweichung von Artikel 104bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften können sie ebenso in den gleichen Fällen durch Zeichnung oder Erwerb die Gesamtheit der Aktien einer bestehenden Aktiengesellschaft während einer Frist von mehr als einem Jahr besitzen, ohne als Solidarbürge für alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die nach Vereinigung aller in ihrem Besitz befindlichen Aktien entstanden sind, zu gelten.

Die Region, die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften, die der einzige Aktionär der im vorangehenden Absatz erwähnten Gesellschaften sind, genießen weiterhin das Vorrecht der Trennung der Vermögensmasse.

§ 2. Solange die S.R.I.W., ihre spezialisierte Tochtergesellschaft oder die spezialisierte Gesellschaft der einzige Aktionär sind:

1° sind die Aktien Namensaktien;

2° nimmt der Verwaltungsrat der S.R.I.W., der spezialisierten Tochtergesellschaft oder der betroffenen spezialisierten Gesellschaft die Aufgaben der Generalversammlung der Gesellschaft wahr; die Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften bezüglich der erforderlichen Anzahl anwesender Mitglieder und abgegebener Stimmen bei der Generalversammlung gelten für die einschlägigen Beschlüsse des Rates;

3° werden die Einberufungsbriefe, Dokumente und Berichte, die aufgrund der Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften im Hinblick auf die Beratungen der Generalversammlung für die Aktionäre bestimmt sind, innerhalb der Frist, die durch die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften für ihre Versendung, ihre Übermittlung oder ihre Hinterlegung festgesetzt worden ist, gleichzeitig der Regierung und dem Verwaltungsrat übermittelt.

Die Beschlüsse, die der Verwaltungsrat aufgrund des 2° des vorliegenden Paragraphen faßt, werden auf die gleiche Weise übermittelt und hinterlegt.

Art. 32 – Ein Orientierungsausschuss wird bei dem Verwaltungsrat der S.R.I.W. und der in Artikel 22, § 2 erwähnten spezialisierten Gesellschaften gegründet.

Er gibt ein Gutachten über jedes Projekt ab, das in Bezug auf die Arbeitsmarktpolitik Auswirkungen hat und insbesondere über die Projekte bezüglich der Gründung von Tochtergesellschaften und der Beteiligungen. Er kann ebenfalls ein Gutachten über jede Angelegenheit bezüglich der allgemeinen Politik von jeder der betroffenen Gesellschaften auf eigene Initiative abgeben, und insbesondere im Hinblick auf die Förderung der Schaffung von Arbeitsplätzen.

Er besteht aus den Mitgliedern der Direktionsausschüsse von jeder der betroffenen Gesellschaften und aus den Vertretern der im Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrates der Region vertretenen Gewerkschaftsorganisationen.

Wenn die Entwicklung von neuen Tochtergesellschaften zu erwägen ist, öffnet sich dieser Ausschuss zu der breitesten Konzertierung mit den Vertretern des betroffenen Bereichs.

Art. 33 – Die Anwendung des Artikels 76 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften kann nicht bewirken, dass weder das Stimmrecht, das mit den Stammkapitalaktien der beteiligten Gesellschaften verbunden ist, die durch die spezialisierten Tochtergesellschaften oder die spezialisierten Gesellschaften gemäß Artikel 27 gehalten werden, noch das Stimmrecht, das mit den Stammkapitalaktien der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften oder der spezialisierten Gesellschaften verbunden ist, eingeschränkt werden.

Art. 34 – Die S.R.I.W., ihre spezialisierten Tochtergesellschaften oder die spezialisierten Gesellschaften können während des gesamten Zeitraums, in dem sie eine Beteiligung von 25 % oder mehr in einer Gesellschaft halten, alle Auskünfte von dieser Gesellschaft verlangen. Sie nehmen an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen in alle Schriftstücke dieser Gesellschaft.

Art. 35 - Der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden, die Verwalter, die Kommissar-Revisionen, die Kommissare der Regierung, die Mitglieder des Orientierungsausschusses sowie das Personal der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften oder der spezialisierten Gesellschaften dürfen unbeschadet der Verpflichtungen, die ihnen durch das Gesetz oder durch ein Dekret auferlegt werden und außer in den Fällen, wo sie vor Gericht als Zeuge aussagen müssen, keine Auskünfte bzw. Begebenheiten, von denen sie aufgrund ihres Amtes erfahren haben, verbreiten.

Art 36 - § 1. Wer gegen die Bestimmungen von Artikel 34 verstößt, wer sich weigert, die aufgrund dieses Artikels zu erteilenden Auskünfte zu geben, wer wissentlich falsche oder unvollständige Auskünfte erteilt oder wer die gegenüber der S.R.I.W., ihren spezialisierten Tochtergesellschaften oder spezialisierten Gesellschaften eingegangenen Verpflichtungen nicht nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 50 Franken bis 1 000 Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 2. Jeder Verstoß gegen Artikel 35 wird mit einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis 6 Monaten oder mit einer Geldstrafe von 100 Franken bis 500 Franken geahndet.

Art. 37 - Die Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domänen ist befugt, sämtliche Urkunden über die Organisation und die interne Verwaltung der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften oder spezialisierten Gesellschaften zu beglaubigen.

Art. 38 - Die Personen, die ein Amt ausüben, das durch die Satzungen dieser Gesellschaften oder durch einen Erlass der Regierung für unvereinbar erklärt worden ist, dürfen das Amt eines Verwalters der S.R.I.W., ihrer spezialisierten Tochtergesellschaften oder der spezialisierten Gesellschaften nicht ausüben.

Die Regierung legt ferner fest, unter welchen Bedingungen das Amt eines Verwalters der S.R.I.W., der spezialisierten Tochtergesellschaften oder der spezialisierten Gesellschaften ausgeübt wird.

Art. 39 - Die Auflösung mit Liquidation der S.R.I.W., der spezialisierten Tochtergesellschaften oder der spezialisierten Gesellschaften kann nur aufgrund eines Dekrets ausgesprochen werden, das den Modus und die Bedingungen der Liquidation regeln wird.

Art. 40 - Die Beziehung zwischen der S.R.I.W., den spezialisierten Tochtergesellschaften und den spezialisierten Gesellschaften einerseits und den Mitgliedern ihres Personals andererseits geschieht auf vertraglicher Basis.

Art. 41 - Jedes Jahr übermitteln die S.R.I.W., die spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften der Regierung einen Bericht über die verwirklichten Geschäfte.

Ferner kann die Regierung jederzeit die S.R.I.W., die spezialisierten Tochtergesellschaften und die spezialisierten Gesellschaften über ihre Aufgaben und ihre Strategien befragen.

Jedes Jahr übermittelt die Regierung dem Wallonischen Regionalrat einen Bericht über die Anwendung des vorliegenden Kapitels.»

Art. 42 - Das vorliegende Dekret tritt am 6. Mai 1999 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,

Beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—  
Note

(1) *Sitzung 1998-1999*

*Dokumente des Rates 500* (1998-1999) Nr. 1 bis 8.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* - Öffentliche Sitzung vom 28. April 1999

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1704

[C - 99/27444]

**6 MEI 1999. — Decreet tot wijziging van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Artikelen 21 tot 41 van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, er ingevoegd bij het decreet van 7 december 1989, worden vervangen door de als volgt opgestelde bepalingen van dit decreet :

« Art. 21. § 1. De "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), hierna aangeduid door de afkorting "S.R.I.W. » is een naamloze vennootschap met als opdrachten participatie in het kapitaal, belangen opnemen of deelneming aan het beheer van handelsvennootschappen of van vennootschappen met de vorm van een handelsvennootschap of van industriële, financiële, immobiële- of dienstverleningsvennootschappen, zowel in België als in het buitenland met het oog op de economische ontwikkeling van het Gewest.

§ 2. Voor de uitvoering van haar opdrachten voert de S.R.I.W. specifieke akties in sectoren die van kapitaal belang zijn voor de economische ontwikkeling van het Gewest, met name de traditionele sectoren alsook de groeiende sectoren, de speerpuntsectoren of die gericht zijn op ontwikkeling van nieuwe technologie al dan niet toegepast op de traditionele sectoren en de sectoren voor de valorisatie van de natuurlijke hulpbronnen.

Bovendien zorgt de S.R.I.W. ervoor in al haar tussenkomsten een algemene rendabiliteit na te streven bij toepassing van de regels voor een goed industrieel, financieel en commercieel beheer.

Art. 22. § 1. Om de economische ontwikkeling van het Gewest te bevorderen, kan de Regering, alléén of met andere publiek- of privaatrechtelijke personen, gespecialiseerde vennootschappen oprichten voor de organisatie van de nodige samenwerkingsverbanden, hierna "gespecialiseerde vennootschappen" genoemd, waarvan het Gewest de meerderheid van de kapitaal aandelen bezit. De Waalse Gewestraad wordt door de Regering ingelicht over de oprichting van een gespecialiseerde vennootschap.

Het Gewest kan eveneens houder zijn van kapitaal aandelen van de gespecialiseerde vennootschappen bij middel van een aan een gespecialiseerde vennootschap gedelegeerde opdracht. In afwijking van het eerste lid is het Gewest houder van alle kapitaal aandelen van de N.V. "Société pour la gestion de participations de la Région dans des sociétés commerciales" en van de N.V. "Société wallonne pour la sidérurgie".

De SWS en de SOWAGEP kunnen zich echter aansluiten onder alle vormen volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden.

Het maatschappelijk doel van de gespecialiseerde vennootschappen bestaat erin de hun bij decreet of besluit van de Regering gedelegeerde opdrachten uit te voeren voor de inwerkingstelling van het economisch beleid van het Gewest, alsook de opdrachten voor eigen rekening op het vlak van de staalindustrie volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden.

§ 2. De N.V. "Société pour la gestion de participations de la Région dans des sociétés commerciales" en de N.V. "Société wallonne pour la sidérurgie", alsook de "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" worden omgezet in gespecialiseerde vennootschappen.

§ 3. Na akkoord van de Regering kan de S.R.I.W. gespecialiseerde dochtervennootschappen oprichten, hierna "gespecialiseerde dochtervennootschappen" genoemd, waarvan zij, rechtstreeks of onrechtstreeks, de meerderheid van de kapitaal aandelen bezit.

Het Gewest is gemachtigd rechtstreeks kapitaal aandelen van de gespecialiseerde dochtervennootschappen te bezitten.

De opdracht van de gespecialiseerde dochtervennootschappen is de verwezenlijking van het in hun statuten beschreven maatschappelijk statuut. Het maatschappelijk statuut kan bestaan in opdrachten die hun werden toegekend bij decreet of bij besluit van de Regering om een bijdrage te leveren tot de inwerkingstelling van het economisch beleid van het Gewest.

Art. 23. De gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen zijn maatschappijen van algemeen nut opgericht onder de vorm van een naamloze vennootschap. Voor al wat niet geregeld is door of krachtens dit decreet of bij hun statuten, zijn de regels betreffende de handelsvennootschappen er op toepasselijk en hun handelingen worden beschouwd als daden van koophandel.

Art. 24. De kapitaal aandelen van de S.R.I.W., van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en van de gespecialiseerde vennootschappen zijn op naam.

Art. 25. De statuten van de S.R.I.W., van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en van de gespecialiseerde vennootschappen, alsook elke wijziging van deze statuten worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Na goedkeuring door de Regering worden deze statutenwijzigingen ter informatie naar de Waalse Gewestraad gestuurd.

Deze statuten voorzien dat het dagelijks beheer waargenomen wordt door een beheerscomité waarvan zij de samenstelling, de aanstellingswijze alsook de actie- en vertegenwoordigingsmiddelen bepalen.

Art. 26. Het Gewest en de financiële instellingen kunnen, mits het akkoord van de Regering, de enige aandeelhouders van de S.R.I.W. zijn.

Het Gewest bezit ten minste 98,5 % van de kapitaal aandelen van de S.R.I.W.

Art. 27. § 1. Om de in artikelen 21 en 22 beschreven opdrachten te vervullen kunnen de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen onder meer :

- 1° deel uitmaken van elke vereniging, groep of vakvereniging, of er belangen opnemen;
- 2° een participatie in het kapitaal van een vennootschap verkrijgen door inbrenging, fusie, overdracht, intekening op aandelen bij een kapitaalverhoging of bij enig ander middel;
- 3° intekenen op obligatiehoudersleningen, leningen toekennen;
- 4° alle persoonlijke waarborgen en zekerheden nemen, inzonderheid op het pandrecht op een handelszaak;
- 5° in het algemeen, alle verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks verband hebben met hun opdrachten of die van aard zijn de uitvoering ervan te bevorderen.

§ 2. De S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen zorgen voor het afsluiten van overeenkomsten met de betrokkene partijen om deel te nemen aan het industrieel, financieel en commercieel beheer van de bedrijven aan de oprichting van dewelke zij bijgedragen hebben of waarin zij belangen hebben.

§ 3. De S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen kunnen een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht die nuttig is voor de verwezenlijking van hun opdracht.

Art. 28. Voor de uitvoering van de in artikel 22 bedoelde gedelegeerde opdrachten voert de raad van bestuur van de gespecialiseerde dochtervennootschap of van de betrokken gespecialiseerde vennootschap de bij decreet of besluit van de Regering toevertrouwde opdrachten stipt en nauwgezet uit, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Het Gewest stelt de nodige geldmiddelen voor de uitvoering van deze opdrachten ter beschikking van de gespecialiseerde dochtervennootschappen en van de gespecialiseerde vennootschappen. De door de gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen verrichte handelingen in het kader van deze opdrachten worden afzonderlijk voorgesteld in hun rekeningen.

Art. 29. § 1. Het toezicht op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen die vastgesteld moet worden in de jaarrekeningen van de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en van de gespecialiseerde vennootschappen wordt toevertrouwd aan één of meerdere accountants aangesteld door de algemene vergadering overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Voor de in artikel 22 bedoelde gedelegeerde opdrachten wordt de Inspectie van Financiën bij dit toezicht betrokken in de hoedanigheid van buitenstaande waarnemer. Zij informeert de Regering over de evolutie en over de resultaten van het toezicht en verleent advies over alle vragen omtrent dit toezicht.



§ 2. Het toezicht op de uitvoering van de in artikel 22 bedoelde gedelegeerde opdrachten wordt gehouden door twee commissarissen die door de Regering aangesteld maar ook ontslagen kunnen worden.

Deze commissarissen zorgen ervoor dat de in het kader van de gedelegeerde opdrachten genomen maatregelen niet tegenstrijdig zijn met de wetten, de decreten, de besluiten, de statuten of met de contractuele clausules i.v.m. de gedelegeerde opdrachten.

Zij hebben het recht kennis te nemen van alle beslissingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het orgaan belast met het dagelijks beheer om over te gaan tot de nodige verificaties en zich alle inlichtingen en documenten die daartoe nodig zijn te doen voorleggen.

Zij hebben het recht de vergaderingen van de raad van bestuur betreffende de uitvoering van de gedelegeerde opdrachten met raadgevende stem bij te wonen.

De Regeringscommissarissen schorsen en melden samen aan de Regering iedere beslissing van de raad van bestuur die de wetten, de decreten, de besluiten, de statuten of de contractuele clausules i.v.m. de gedelegeerde opdrachten niet erkennen. Daartoe beschikken zij over een termijn van vier volle dagen; deze termijn gaat in op de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing genomen werd voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig op werden uitgenodigd en, in tegenovergesteld geval, vanaf de dag waarop zij er kennis van gekregen hebben.

Indien de Regering geen beslissing heeft genomen binnen acht dagen na de schorsing, kan de beslissing uitgevoerd worden.

De bezoldiging van de Regeringscommissarissen wordt door de Regering vastgesteld en door de vennootschap betaald.

Art. 30. De S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen kunnen leningen aangaan; de Regering kan de waarborg van het Gewest verlenen aan deze leningen onder de door haar bepaalde voorwaarden.

Zij kunnen ook niet converteerbare obligatieleningen op naam openbaar uitgeven. Deze openbare uitgaven zijn afhankelijk van de machtiging van de Regering die de voorwaarden ervan vaststelt en er de waarborg van het Gewest aan verleent onder de door haar bepaalde voorwaarden.

De uitbetalingen die het Gewest zou moeten doen namens zijn waarborg worden aan het Gewest terugbetaald als hoofdsom, vermeerderd met de interesten aan dezelfde rentevoet als die van de gewaarborgde leningen. De door de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen verschuldigde terugbetalingen gebeuren door voorafnemingen op de winst van het volgend boekjaar en, zo nodig, van de daaropvolgende boekjaren.

Art. 31. § 1. Het Gewest, de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen kunnen, ieder wat hem/haar betreft, kunnen alleen een naamloze vennootschap oprichten en, in de hoedanigheid van stichter, op alle aandelen van deze vennootschap intekenen. In afwijking van artikel 104bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen kunnen zij voor dezelfde gevallen alle aandelen van een bestaande naamloze vennootschap bezitten bij intekening of verwerving voor meer dan een jaar zonder beschouwd te worden als hoofdelijke borg van alle aandelen van de vennootschap die ontstaan zijn na de verzameling van alle aandelen in hun handen.

Het Gewest, de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen die de enige aandeelhouder zijn van de in het vorige lid bedoelde vennootschappen behouden het voordeel van de scheiding der vermogens.

§ 2. Zolang de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen of de gespecialiseerde vennootschappen er de enige aandeelhouder van zijn :

1° zijn de aandelen van de vennootschap op naam;

2° worden de bevoegdheden van de algemene vergadering van de vennootschap door de raad van bestuur van de S.R.I.W., van de gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen waargenomen; de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen betreffende het aantal aanwezigen en stemmen tijdens de vergaderingen zijn toepasselijk op de beraadslagingen van de raad terzake;

3° de oproepingen, documenten en verslagen die krachtens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bestemd zijn voor de aandeelhouders voor de beraadslagingen van de algemene vergadering worden tegelijkertijd verstuurd naar de Regering en de raad van bestuur binnen de termijnen vastgesteld bij de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wat betreft hun verzending, mededeling of hun indiening.

De krachtens punt 2° van deze paragraaf genomen beslissingen van de raad van bestuur zijn het onderwerp van dezelfde verzendingen en indieningen.

Art. 32. Een oriëntatiecomité wordt opgericht bij de raad van bestuur van de S.R.I.W. en van de in artikel 22, § 2 bedoelde gespecialiseerde dochtervennootschappen.

Het geeft een advies over alle projecten die een weerslag hebben op het tewerkstellingsbeleid en meer bepaald over projecten voor de oprichting van dochtervennootschappen en participatie. Het kan ook op eigen initiatief een advies geven over elke aangelegenheid inzake het algemeen beleid van elk der betrokkene vennootschappen en in het bijzonder om de schepping van nieuwe banen te bevorderen.

Het bestaat uit leden van de directiecomités van iedere betrokkene vennootschap en van vertegenwoordigers van de vakorganisaties aanwezig bij de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Indien overwogen wordt nieuwe dochtervennootschappen te ontwikkelen staat dit comité open voor een zo ruim mogelijk overleg met de vertegenwoordigers van de betrokkene sector.

Art. 33. De toepassing van artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen mag niet tot gevolg hebben een vermindering van het stemrecht verbonden aan de aandelen van de vennootschappen waarin deelgenomen wordt, die gehouden zijn door de gespecialiseerde dochtervennootschappen of door de gespecialiseerde vennootschappen krachtens artikel 27, noch het stemrecht verbonden aan de aandelen van de S.R.I.W., van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen.

Art. 34. Gedurende de hele periode waarin zij een participatie van 25 % of meer in een vennootschap hebben kunnen de S.R.I.W., haar gespecialiseerde dochtervennootschappen of de gespecialiseerde vennootschappen alle inlichtingen omtrent deze vennootschap vragen. Zonder ze te verplaatsen nemen zij kennis van de boeken, briefwisseling, notulen en in het algemeen van alle geschriften van deze vennootschap.

Art. 35. Onverminderd de verplichtingen die hun bij wet of decreet opgelegd zijn en buiten de gevallen waarin zij voor het gerecht moeten getuigen, mogen de voorzitter, de ondervoorzitters, de beheerders, de accountants, de Regeringscommissarissen, de leden van het oriëntatiecomité alsook het personeel van de S.R.I.W., van haar gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen geen enkele ruchtbaarheid geven aan de inlichtingen of feiten waarvan zij uit hoofde van hun functies kennis hebben gekregen.

Art. 36. § 1. Degenen die weigeren inlichtingen te geven waartoe zij gehouden zijn krachtens dat artikel, degenen die bewust onjuiste of onvolledige inlichtingen geven of degenen die de verbintenissen aangegaan met de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen of met de gespecialiseerde vennootschappen niet naleven worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een boete van 50 frank tot 1000 frank of enkel met één van deze straffen degenen die tegen de bepalingen van artikel 34 handelen.

§ 2. Elke overtreding van artikel 35 wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden of met een boete van 100 frank tot 500 frank.

Art. 37. De Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen is bevoegd om de authenticiteit te verlenen aan alle handelingen betreffende de organisatie, alsmede de inwendige administratie van de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen.

Art. 38. De personen die een functie waarnemen die onverenigbaar wordt verklaard door de statuten van deze vennootschappen of bij een besluit van de Regering, mogen niet beheerder van de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen worden.

De Regering bepaalt bovendien de voorwaarden voor het waarnemen van de functie van beheer van de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen.

Art. 39. De ontbinding met liquidatie van de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen of van de gespecialiseerde vennootschappen mag enkel worden uitgesproken bij een decreet dat de liquidatiewijze en -voorwaarden zal bepalen.

Art. 40. De band tussen de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen enerzijds en hun personeelsleden anderzijds is van contractuele aard.

Art. 41. Jaarlijks dient de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen en de gespecialiseerde vennootschappen een verslag over de verrichte handelingen in bij de Regering.

Bovendien kan de Regering ieder ogenblik vragen stellen aan de S.R.I.W., de gespecialiseerde dochtervennootschappen en aan de gespecialiseerde vennootschappen over hun opdrachten en strategieën.

Jaarlijks doet de Regering een verslag over de toepassing van dit hoofdstuk aan de Waalse Gewestraad toekomen. »

Art. 42. Dit decreet treedt in werking op 6 mei 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad 500 (1998-1999), nrs. 1 tot 8.*

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 28 april 1999.

*Bespreking.* — Stemming.



**6 MAI 1999. — Décret portant assentiment à l'Accord de siège  
entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne, fait à Paris le 26 janvier 1993 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne, fait à Paris le 26 janvier 1993 sortira son plein et entier effet, en ce qui concerne la Région wallonne.